



Evaluer l'opportunité de taxer les robots

Postulat – 1^{er} mars 2017

Texte

Le Conseil fédéral est chargé d'examiner l'opportunité de taxer les robots et l'intelligence artificielle. Il considérera en particulier dans son analyse les possibilités suivantes : a) un impôt sur un revenu (hypothétique) des robots b) une taxe portant sur l'acquisition et l'usage des robots c) l'existence d'une capacité contributive propre aux robots.

Développement

Les robots et l'intelligence artificielle sont l'innovation technologique la plus marquante de notre siècle et s'apprêtent à révolutionner notre rapport à la vie active et à l'emploi. Le développement de cette technologie est conséquent : le nombre annuel de brevets dans ce domaine a triplé depuis 10 ans ; les ventes de robot augmentent en moyenne de 17% par an ; l'OCDE considère, sur la base d'une analyse restrictive, que près de 25% des emplois seront directement concernés par la robotisation et, en partie, menacés. Les robots créent ainsi de nombreux défis et posent des risques qui peuvent fragiliser la situation professionnelle d'une frange toujours plus large de notre société. Il convient de s'attaquer de toute urgence aux risques posés par cette nouvelle interaction en étudiant dès maintenant les conséquences de cette activité sur l'emploi et les solutions permettant d'y remédier.

Il est attendu que l'utilisation de plus en plus importante des robots et de l'intelligence artificielle dans les économies développées contribue à des pertes d'emplois. Si ces derniers pourraient être remplacés par de nouveaux postes de travail, il est certain que de nombreux travailleurs seront écartés de manière durable du marché du travail ou devront faire face à des difficultés importantes de reconversion. Taxer les robots apparaît être une solution pertinente permettant de financer les besoins nouveaux résultant des pertes de travail ainsi que de nouvelles mesures de réinsertion ou toute aide qui permettrait de soutenir les travailleurs qui perdront leur emploi. Bien plus, une telle fiscalité permettrait d'assurer la transition de notre économie actuelle vers une économie de plus en plus automatisée.